

Pétain, Trafalgar et Azincourt

Plaidoyer pour la mise au silence des romanciers de la défaite

theatrum-belli.com/



ACTUS – NEWSCULTURE Histoire

Le retour des polémiques à propos de Philippe Pétain, rallumée par la bouche d'un président qui prétend par cette évocation donner des leçons d'identité nationale, nous rappelle à quel point le soi-disant « *roman national* » agité par le personnel politique n'est en fait dans la quasi-totalité des cas qu'un écran de fumée idéologique sans base historique qui, loin de célébrer victoires et sacrifices pour renforcer l'unité, ne souhaite que susciter la polémique en évoquant défaites et trahisons pour rejeter la responsabilité des désastres sur le camp politique adverse et conforter un certain électorat. Loin d'être un exercice de cohésion mémorielle, ces évocations ne sont qu'un concours de « *romans de la défaite* », qui oblitère toute forme de victoire française, tout personnage positif ou consensuel et se concentre sur l'arbre pourri qui cache la forêt de nos mérites mais représente, par son évocation, un enjeu électoral.

Évoquer encore et toujours Philippe Pétain en mémoire de la Grande Guerre, et lui seul, en 2020, relève de l'électoratisme le plus bas. Parce qu'il est évident que la mémoire du gouvernement de Vichy et de son créateur est encore, pour une partie de l'électorat, un marqueur au moins en partie positif. Il convient donc de donner des gages à cet électorat, sous couvert de « *roman national* ». L'absence de toute autre évocation de généraux ou de maréchaux de la Grande Guerre dans ce genre de prise de position suffit à en dévoiler la nature fondamentalement partisane, électoraliste, politique, nauséabonde. Elle fonctionne d'autant mieux que l'accusation de défaitisme du camp adverse est une vieille marotte politicienne en France, au moins depuis 1871 et que l'habitude de ne connaître au quotidien que la mémoire des défaites est maintenant bien ancrée dans nos habitudes.

Le « *défaitisme* », dont ces « *élites politiciennes* » accusent le peuple de France, est ainsi nourri d'une commémoration permanente des défaites françaises, et d'une occultation tout aussi constante des victoires et ce, historiquement, pour des raisons politiques qui se sont muées en habitude. Ainsi, y a peu, *France Culture* nous gratifiait d'une énième émission sur la défaite de 1415 à Azincourt. L'armée royale, étrillée par

les *longbowmen* anglais. Shakespeare en toile de fond, et les discours de Henry V. De la guerre de Cent Ans ne surnagent ainsi dans le quotidien médiatique que deux batailles, Crécy et Azincourt. Deux défaites sans appel de l'armée royale qui semblent dessiner un conflit qui n'aurait été qu'un désastre au bout duquel le royaume n'aurait dû son salut qu'à la Providence en la personne de Jeanne d'Arc. Cette représentation fut solidement enracinée par une III^e République peu encline à valoriser les succès de la monarchie. Pourtant, il faut rappeler cette vérité simple : au terme d'un peu plus de cent ans de lutte, le Royaume de France sortit totalement vainqueur du conflit, au cours duquel il expulsa la monarchie anglaise de ses domaines continentaux séculaires, et ce dans un contexte de guerre civile autant que de guerre étrangère. D'un quart du royaume au début du conflit, les Anglais ne conservèrent que Calais. Et si Crécy et Azincourt furent d'indéniables défaites, elles ne devraient pas, dans notre imaginaire collectif, avoir remplacé Patay, Castillon ou Formigny. Ainsi, à Patay, le 18 juin 1429, la ligne des chevaliers français charge frontalement les archers anglais et les écrase. Bataille mieux préparée, effet de surprise, terrain plus propice... Et un résultat à la fois sans appel et loin du stéréotype du brave archer « populaire » invincible face au lourdaud chevalier en armure.

Tous les succès de l'Ancien régime sont toujours victimes de cette triste vision de ce qui semble, au fil des siècles, ne constituer qu'une interminable litanie de défaites, alors que n'importe quel historien militaire sait qu'au contraire les armes de la France connurent le plus souvent le succès. De la monarchie ne surnage guère que Marignan. Pourtant, de Bouvines à Fontenoy, de Rocroi à Denain, l'armée royale a toujours été respectée comme une des meilleures d'Europe occidentale. La longue litanie des victoires françaises est d'ailleurs là pour le montrer.

C'est dans le domaine naval que le dommage mémoriel est sans doute le plus grand. Quel reste-il des victoires de la marine française dans l'opinion et les discours politiques ? Son souvenir semble indissolublement lié à la défaite de Trafalgar en 1805 – comme écho insupportable au soleil d'Austerlitz – et au sabordage de Toulon en 1942. Pourtant, les succès navals n'ont pas manqué. Ils sont tombés dans l'oubli. À Palerme, en 1676, Vivonne et Duquesne écrasent l'escadre hispano-hollandaise. À Béziers, en 1690, Tourville bat sévèrement l'escadre anglo-hollandaise. En 1781, c'est l'escadre française de Grasse qui, en fermant la baie de la Chesapeake, se révèle décisive pour l'indépendance américaine. Même au plus noir de la désorganisation révolutionnaire, perdant sept vaisseaux et sacrifiant des milliers d'hommes, la Marine permet, le « 13 Prairial de l'an II », 1^{er} juin 1794, à un convoi de grain de plus de cent navires arrivant d'Amérique d'entrer à bon port sans une seule perte infligée par la marine anglaise. Défaite tactique, victoire stratégique qui sauve la France de la famine. Mais on cherchera en vain une rue de Béziers ou une rue du 13 Prairial...

Le rejet des victoires passées et la focalisation du débat politique et du traitement médiatique sur la défaite n'est pas neuf. On en trouve des traces précoces dès 1871. Auparavant, la règle tacite était de conserver les « victoires de la France », et Louis XVIII est bien connu pour s'être opposé au dynamitage par les Prussiens du pont d'Iéna. À l'issue de la traumatisante guerre franco-prussienne, pourtant, Garibaldi fut chassé de l'Assemblée nationale malgré son élection dans plusieurs circonscriptions (sans même avoir été candidat). Thiers et ses soutiens considéraient qu'il n'avait « pas combattu » et qu'étant Italien il ne pouvait pas siéger. L'arrière-pensée était, bien entendu, qu'il était un peu trop républicain et constituait une « menace rouge » pour le parti de l'ordre. Fort heureusement pour l'honneur de la France, les Gardes nationaux lui présentèrent spontanément les armes, se souvenant – eux – que nonobstant sa nationalité, Garibaldi était le seul commandant d'une armée française de la guerre qui venait d'être perdue à avoir pris un drapeau à l'ennemi, et qu'il méritait autre chose qu'un mépris politique. Mais pour le pouvoir qui s'installait à Versailles, il était plus urgent de mener la guerre intérieure en discréditant un adversaire politique que de rendre, d'abord, les honneurs à un soldat venu aider la France à un moment où elle fut tragiquement seule. De Thiers à Macron, on trouve dans une grande partie du personnel politique cette obsession de donner des « leçons de moral » sur le sens de l'histoire de France, en insistant bien sur les défaites et les personnages douteux, avec une vision à géométrie variable de « qui et quoi doit être commémoré ».

La mémoire actuelle du premier conflit mondial est pleinement entachée de cette vision purement politique des événements et de cette incapacité à mettre en avant les figures de la victoire ; de ce mensonge, en fait, qui invoque un « roman national » en ne mettant en avant que des figures polémiques, liées à des défaites et

à des trahisons. Pourquoi ? Sans doute pour mieux culpabiliser les Français face aux difficultés, pour mieux noircir le tableau laissé par les prédécesseurs. Le choix qui fut fait en 2014 par le gouvernement de centrer les commémorations sur « *la figure du Poilu* » et de faire une commémoration « *à hauteur d'homme* » illustre cette situation. Bien entendu, le choix d'honorer en priorité les soldats de ce qui fut par essence une guerre de la Nation en armes était un choix raisonnable, juste et excellent. Il fallait rendre hommage aux simples soldats dont l'interminable litanie des sacrifices est gravée sur les monuments aux morts de villages maintenant parfois moins peuplés que nombre des pertes d'alors. Mais ce choix fut aussi un choix par défaut : il était tout simplement inenvisageable d'honorer la mémoire des généraux français et les victoires militaires. Qu'on y songe. La totalité des batailles de la guerre de 1914-1918 a « *disparu* » derrière la Marne et Verdun. La totalité du corps des officiers généraux et des maréchaux de la Grande guerre a disparu, derrière les trois « *arbres* » qui cachent la forêt, les trois seuls noms qui restent dans l'opinion et les mises en avant politiques : Foch, Clémenceau et Pétain. Et la figure de ce dernier suffit, par l'opprobre et les polémiques qui s'y attachent, à justifier l'oubli de toute autre chef militaire que Foch, qui semble, en somme être son « *pendant lumineux* ».

Pourtant, d'un bout à l'autre du conflit, le corps des généraux français ne fut pas ce ramassis de crétins sanguinaires et ineptes qu'on présente trop souvent, et duquel ne se détacheraient que le génial penseur Foch et le « *prudent économiste des vies* », Pétain. On évoque parfois Joffre, sur la Marne. Et puis... Rien. La Marne, Verdun, et la victoire « *grâce aux Américains* ». Le reste est livré à l'oubli, réduit à une « *boucherie sans fin ni sens* ». À l'oubli par exemple, la victoire de la trouée de Charmes, remportée par le général Castelnau du 24 au 26 août 1914. Opposant 700 000 hommes (!) répartis en nombre égal dans chaque camp, cette bataille fut un coup d'arrêt spectaculaire de l'offensive allemande en Lorraine, qui saigna les troupes sur place et contraignit le commandement allemand à prélever ailleurs les renforts devant partir pour le front de l'Est. Abondamment étudiée et reconnue comme une bataille majeure en Allemagne, elle est aux oubliettes de ce côté du Rhin, tout comme Castelnau, privé de son bâton de maréchal après-guerre pour avoir « *osé* » s'engager en politique. Il est vrai qu'une telle victoire ne concordait pas avec la version « *officielle* » d'une historiographie qui ne voyait les batailles aux frontières de l'été 1914 que comme une suite de désastres se concluant de manière inespérée par le « *miracle* » de la Marne... Qui n'eut rien d'un miracle et tout d'une victoire remportée par une armée bien commandée, réactive et tenace, soutenue par ses alliés. Mais nos élites politiques semblent si peu à l'aise avec l'idée que la France puisse remporter une indiscutable victoire par le mérite de ses propres forces qu'elles préfèrent l'attribuer, de Jeanne d'Arc à la Marne, à la Providence.

À l'autre bout du conflit, les 14 et 15 septembre 1918, à la bataille du Dobro Polje, les troupes serbes et françaises commandées par le général Franchet d'Espèrey, obtinrent un succès décisif pour la conclusion de la guerre. Menant une offensive en pleine montagne, enlevant de haute lutte les positions adverses, l'armée d'Orient brisa le front germano-bulgare dans les Balkans et obtint une des très rares « *percées* » permettant de reprendre une guerre de mouvement avec exploitation de cavalerie, la « *manœuvre d'Uskub* ». À l'issue, la Bulgarie est contrainte à l'armistice et – surtout – il n'existe plus *aucune* réserve disponible pour les Empires centraux, plus rien qui permette de rétablir un front à travers la Hongrie puis l'Allemagne. Cette percée, décisive, convainquit le gouvernement allemand de demander l'armistice, alors qu'à l'ouest l'armée impériale reculait encore en bon ordre et qu'elle n'était pas encore sur le Rhin. De commémoration de ces victoires, en 2018, point. Quelques historiens ont tout de même levé la main pour rappeler que l'Armée d'Orient combattit jusqu'en... 1923.

Il y a du reste une pudeur extrême en France à évoquer la *victoire* en 1918 puisqu'elle s'obtint au détriment de l'Allemagne. Or en France, en 2020, tout ce qui pourrait s'apparenter, de près ou de loin, à une forme de germanophobie est maintenant traqué par un discours officiel qui brandit l'illusion du « *couple franco-allemand* » et fait valoir qu'il ne faut jamais, en aucun cas, tenir des discours qui pourraient être « *humiliants* » pour nos amis d'outre-Rhin et mettre en péril la construction européenne. On ne trouve pourtant pas les mêmes pudeurs à Berlin, qui organisa avec faste la commémoration des 200 ans de la défaite française de Leipzig en 1813. Il est vrai que pour l'Allemagne de 2020, la seule relation « *spéciale* » qui existe vraiment est celle représentée par le « *couple Washington-Berlin* ».

Castelnau, Franchet d'Esperey, Gallieni, Lyautey, Fayolle, Maunoury... Et tant d'autres. Mais seul dans les discours des « *romanciers de la défaite* » surnage Pétain et les polémiques qui s'attachent à son nom, comme si le jugement d'indignité nationale de 1945 ne suffisait pas à nous faire admettre qu'on pourrait tout à fait faire l'économie d'évoquer son nom pour célébrer la mémoire de *tous les autres*, de Castelnau à Franchet d'Esperey, qui ont contribué non pas seulement à la paix ou à la fin de la guerre, mais bien à la *victoire* de la meilleure armée d'alors.

Bien entendu, il n'y a ni honte ni désintérêt à se souvenir et même à honorer les défaites. D'une part parce que c'est par leur analyse que l'on peut comprendre les raisons de l'échec et préparer les succès futurs – c'est le retour d'expérience – et d'autre part car elles sont souvent l'occasion de sacrifices qui méritent une mémoire respectueuse. C'est d'ailleurs le sens des commémorations de Camerone par la Légion étrangère, de Bazeilles par les Troupes de marine ou de Sidi Brahim par les Chasseurs : l'esprit de sacrifice des soldats de France qui mérite qu'on l'honore, quel que fut le bien fondé du combat du moment (et qui – lui – regarde le pouvoir politique). Un esprit de sacrifice qui n'a jamais faiblit. Dans aucune guerre. Quoi qu'en pensent les spécialistes de l'accusation du « *défaitisme français* », de juin 1940 à nos jours. Fort heureusement le travail des historiens est là pour rétablir la vérité, par exemple, du courage des soldats de 1940, trop injustement méprisés et oubliés et qui n'ont, à aucun moment, démérité tant que le pouvoir politique ne leur a pas demandé de déposer les armes.

Car bien entendu, l'histoire de la France et de ses armées n'est pas qu'une suite de victoires et la deuxième moitié du XX^e siècle a apporté son lot de traumatismes. Mais, hélas, on retrouve dans leur évocation toujours cette même obsession : avoir un discours politique clivant, agiter les figures noires et le spectre des défaites, plutôt que de rechercher le consensus autour de l'effort commun. Il n'y a guère que l'épopée de la France Libre qui surnage au milieu de cette boue mémorielle. Or elle devrait nous interpeller, car justement elle représente un rare moment d'unité entre la « *rose et le réséda* ». Malheureusement, en revers, on trouve après 1940 un certain consensus politique entre gaullistes, vichystes et communistes pour minimiser, vilipender et même vouer aux gémonies tout l'effort militaire de la III^e République finissante. Consensus qui a pesé dans la mémoire pendant plus de 70 ans et explique que personne ne songe à faire publiquement justice aux soldats de 1939-1940 sur la scène politique, à commémorer Narvik, Hannut, Stonne, les Alpes ou la contribution décisive des Français à Dunkerque (encore un miracle ?) notamment par la défense de Lille.

Prétendre unir les Français autour d'un roman national en n'agitant « *que* » le cas Pétain relève au mieux d'une ineptie et au pire (plus probablement) d'un calcul politicien qui souhaite « *forcer* » une mémoire partielle et défaitiste, tout comme l'était en 1880 l'idée de résumer la Guerre de cent ans à Azincourt, Crécy et Jeanne d'Arc. Et cela laisse, on le voit, des traces durables et dommageables dans notre mémoire. Tout comme résumer sans cesse l'histoire la France d'outre-mer à l'Algérie, autre arbre qui cache la forêt de quatre siècles d'une histoire qui commença en 1535 sur les rives du Saint Laurent et qui se poursuivit partout sur la planète, avec une diversité de situations et une complexité qui méritent mieux que l'obsession unique pour la question algérienne comme *alpha* et *oméga* de tout débat. Il est vrai que, hélas, seule la mémoire de l'Algérie représente encore en France en 2020 un enjeu électoral. Pour la droite par les voix des héritiers des « *pièdes noirs* » et du « *parti colonial* » et pour la gauche, par celles des « *enfants de l'immigration* ». Il n'y a pas d'enjeu électoral à évoquer l'histoire du Québec, qui fut pourtant à la fois un grand drame national, une épopée de roman, et l'occasion pour les Français de développer avec les peuples premiers d'Amérique des rapports d'une grande complexité, qui ne se réduisent pas à une « *colonisation* », mais qui constituèrent bien une forme d'influence réciproque et d'alliance d'une grande loyauté de part et d'autre, comme l'attestèrent la fidélité des Amérindiens, bien longtemps après que Paris ait sacrifié la Nouvelle France et ses populations. En tous cas, l'expérience française au Canada fut radicalement différente de celle des Britanniques, qui reposait sur l'appropriation des terres et l'exploitation des ressources au seul profit des colons, un modèle appelé, hélas, à devenir dominant dans les rapports entre les Européens et le monde.

Nous ne devons pas nous laisser entraîner par la vision déformée, caricaturale, qu'a la classe politique de la longue histoire de nos armées et qu'elle entend, trop souvent, tordre à son seul profit, pour culpabiliser les Français ou, au contraire, pour flatter bassement l'ego d'une partie d'entre eux. L'histoire de la France et des Français, dans la longue durée, est écrite par les historiens. Avec patience et rigueur. Elle se renouvelle, au

gré des avancées de la recherche historique, de l'analyse des sources écrites, de l'apport de l'archéologie et de toutes les autres sciences que l'Histoire met en perspective. On peut bien entendu en tirer des romans (comme s'y est essayé votre serviteur), y compris quand on est politicien. Pourquoi pas. Mettre en avant des représentations est utile pour assurer la cohésion nationale. Mais par pitié, arrêtons de ne construire que des romans noirs de culpabilisation et de défaite. Affrontons nos crimes avec lucidité et admettons nos victoires avec fierté. Arrêtons un peu de parler de Pétain, de Trafalgar et d'Azincourt. La France, c'est aussi Franchet d'Esperey, Garibaldi, Montcalm à Québec ou le Dobro Polje. Nous n'avons pas à cacher nos victoires. Elles n'enlèvent rien à l'engagement de la France pour la paix et pour l'Europe, à l'amitié que nous portons à nos voisins ou à la fidélité de nos armes au gouvernement par les lois.

Auteur: Stéphane AUDRAND

Stéphane AUDRAND est consultant indépendant spécialiste de la maîtrise des risques en secteurs sensibles. Titulaire de masters d'Histoire et de Sécurité Internationale des universités de Lyon II et Grenoble, il est officier de réserve dans la Marine depuis 2002. Il a rejoint l'équipe rédactionnelle de THEATRUM BELLI en décembre 2019.



Fermer l'archive